

La voix de l'Opposition de gauche

Réflexion sur le capitalisme.

04.12.12

Il y aurait plus de 900 000 millionnaires en Allemagne, il y en aurait de plus en plus dans tous les pays, y compris dans ceux où des dizaines ou centaines de millions de travailleurs et leurs familles peinent tout simplement à assurer le quotidien pour survivre. C'est un des aspects de la crise du capitalisme.

Comment ce qui demeure une infime minorité s'enrichit sur le dos de l'immense majorité, captent l'essentiel des richesses produites par ceux qui travaillent et qui finalement en seront privés ou devront vivre dans la précarité et l'indigence le restant de leurs jours.

Grâce à la dérégularisation du capitalisme et plus particulièrement des marchés financiers depuis le début des années 80, qui s'est accélérée au cours des années 90, pour atteindre des sommets dans les années 2000, et finalement s'amplifier encore dix ans plus tard, sans que la crise qui a éclaté en 2007-2008 n'y ait changé quoi que ce soit. Avec évidemment la complicité de tous les gouvernements et partis (et syndicats) qui se sont succédés au pouvoir au cours des 30 dernières années.

Cette liberté qui est donnée à une minorité de prédateurs de s'enrichir sur le dos des travailleurs aboutit à l'appauvrissement général de ces derniers. C'est légal, il faut entendre par là, que pour cela soit rendu possible, il faut que dans chaque pays les institutions se soient alignées sur les besoins de l'oligarchie financière, ceux qu'elle a décidé de retenir, qui servent ses intérêts et qui s'inscrivent dans la perspective politique qu'elle s'est tracée de longue date.

Avec l'appui d'une couche de nantis de plus en plus nombreux animés par la même cupidité qu'elle, l'oligarchie financière peut compter ainsi asseoir plus solidement et durablement son pouvoir politique pour parvenir à son objectif, qui est évidemment qu'il ne soit plus possible de lui contester et de le voir un jour remis en cause.

En disposant d'une telle assise politique, il lui est possible d'infiltrer et de corrompre tous les partis institutionnels et les médias, de faire élire le chef de l'Etat de leur choix, qu'il soit étiqueté de droite ou de gauche ayant peu d'importance en soi, puisque leurs candidats leur sont acquis. Voilà pour le côté jardin. Voyons ce qu'il en est pour le côté cour.

Cependant, au fil du temps les besoins des travailleurs n'ont cessé de croître ainsi que leurs aspirations à accéder au progrès social, à vivre mieux que les générations passées ou à vivre "comme les autres", vous savez ceux qu'ils voient à la télévision ou sur Internet et qui semblent disposer de tout et vivre heureux, alors qu'eux ne disposent de rien et connaissent un sort misérable.

Ce n'est pas le moindre des paradoxes de constater, que c'est le capitalisme lui-même qui est à l'origine du développement de ces besoins nouveaux, car si une fois les besoins de base de la population en grande partie satisfaits, il ne créait pas de nouveaux besoins qui correspondraient à la production de nouvelles marchandises et services, la production qui est la source du profit des

capitalistes ralentirait ou décroîtrait et ces derniers s'appauvriraient à leur tour, ce qu'ils ne peuvent pas imaginer évidemment.

Cette contradiction avec le sort que leur réserve le capitalisme est explosive, intenable à court terme, à des degrés divers partout dans le monde. La satisfaction des besoins et des aspirations de 7 milliards de travailleurs et leurs familles est incompatible avec l'accaparement de l'essentiel des richesses produites par quelques dizaines de millions de parasites qui aspirent à être toujours plus riches.

Elle se traduit par une instabilité sociale et politique croissante dans les pays dits développés, où les masses exploitées sont le plus durement frappées par des politiques de régression sociale qui les conduit à s'appauvrir et à restreindre leurs besoins jusqu'à ne plus pouvoir se soigner, se chauffer l'hiver ou manger à leur faim.

Face à cette situation sociale et politique de plus en plus délicate à gérer, les travailleurs peuvent être tentés de faire jouer les institutions dans lesquelles ils ont des illusions par le biais des urnes pour tenter de parvenir à un changement politique en leur faveur. En vain, il faut expliquer pourquoi.

Parce que leur choix va se porter sur des partis qui incarnent justement leurs illusions, en France cela peut être le PS ou le Front de gauche. Dit autrement, le fait de s'en remettre à un processus institutionnel exprime ces illusions. Or, aucun changement politique en leur faveur n'est possible dans le cadre des institutions existantes, puisqu'elles ont été taillées sur mesure pour satisfaire les besoins du capital, elles sont l'expression juridique et légale de la domination de classe du capital sur le travail. Ainsi, seuls des partis subordonnés au capital, incarnant les intérêts du capital, peuvent parvenir au pouvoir dans le cadre du régime en place.

Le simple fait de participer à des élections, dont les résultats sont connus d'avance ou ne changeront finalement rien, est l'expression de l'absence de conscience de classe des travailleurs, de leur incapacité à saisir que les institutions n'ont pas été créées pour eux, mais contre eux, qu'ils ne pourront jamais s'en servir pour faire valoir leurs droits ou accéder au pouvoir, d'où la nécessité de les renverser. On pourrait encore se demander pourquoi. Pourquoi une révolution est indispensable, parce qu'il est indispensable avant de créer des institutions qui seraient au service des travailleurs de modifier ou plutôt d'inverser le rapport entre la classe dominante et la classe dominée, sinon on se retrouverait dans le même schéma que précédemment, nos amis tunisiens en savent quelque chose.

Maintenant les institutions n'existent pas d'elles-mêmes. Jusqu'à présent la classe dominée qui aspirait au pouvoir était elle-même minoritaire dans la société, ce fut le cas de la bourgeoisie en France en 1789, la majorité étant incarnée par le peuple travailleur des villes et des campagnes. Les institutions qui voyaient le jour à la suite d'une révolution s'inscrivaient en grande partie dans la continuité de celles qui les avaient précédées où qui existaient déjà sous l'Ancien régime, en les remodelant et en les inscrivant dans une Constitution pour leur donner un cadre juridique légal qui devait permettre d'en assurer la pérennité, les élus s'engageant à respecter et à faire respecter la Constitution selon la fonction qu'ils occupaient au sein des institutions.

Avec l'avènement du capitalisme et de son pendant la classe ouvrière, la nouvelle classe qui allait aspirer à son tour au pouvoir n'incarnerait pas une minorité qui allait exploiter et opprimer une majorité, mais cette majorité elle-même, ce qui en soi devrait suffire à assurer à sa revendication une légitimité incontestable, ce qui n'est malheureusement pas le cas aujourd'hui du fait de l'ignorance dans laquelle baigne cette majorité.

Si bien des compromis ont été possibles entre l'aristocratie et la bourgeoisie lors des révolutions qui portèrent celle-ci au pouvoir pour exploiter et opprimer à son tour la majorité, ce cas de figure est inenvisageable entre la classe des capitalistes et la classe ouvrière, car contrairement à l'aristocratie et à la bourgeoisie dont les rapports à la majorité étaient identiques, basés sur l'exploitation d'une classe dépourvue de moyens de production et devant vendre sa force de travail pour survivre, la classe ouvrière n'a pas engendré une classe qu'elle pourrait à son tour exploiter, elle ne peut donc pas s'associer ou passer un compromis avec les capitalistes pour en partager les profits, si elle veut conquérir le rang de classe dominante qui lui revient historiquement, elle doit impérativement concentrer tout le pouvoir politique entre ses mains, sinon il lui sera impossible de s'attaquer à la base du pouvoir des capitalistes, le pouvoir économique qui repose sur les rapports établis entre les classes au profit de celle qui détient les moyens de production, de produire les richesses et donc de les partager ou les distribuer. On comprendra au passage pourquoi tous les discours sur une meilleure répartition des richesses sans s'attaquer aux rapports sociaux de productions établis au profit des capitalistes sont du vent, pur opportunisme.

Donc tout changement social et politique en faveur des exploités n'est possible qu'à partir du moment où les rapports entre les classes ont été inversés, et où la capacité de nuisance de la classe des capitalistes a été anéantie, ce qui nécessite des décrets, des lois, une nouvelle Constitution, de nouvelles institutions qui incarnent ce bouleversement des rapports entre les classes en faveur de la majorité. Si ces institutions ne peuvent être une émanation des institutions déjà existantes, cela implique d'une part, que ces dernières ont été abolies au cours de la révolution, de même que la Constitution en vigueur, d'autre part qu'il va falloir en créer de toutes pièces ou s'appuyer sur celles qui ont vu le jour au cours du processus révolutionnaire et qui deviendront les piliers du nouvel Etat, de la République sociale à laquelle nous aspirons.

A partir du moment où il n'est pas question de reproduire les rapports qui existaient sous l'Ancien régime entre la classe détenant le pouvoir et celle aspirant à la remplacer, puisque cette fois la classe qui accèdera au pouvoir incarnera véritablement l'ensemble de la société, du peuple, le peuple travailleur, ce que ne purent jamais revendiquer les esclavagistes, les féodaux ou les capitalistes, tout ce qui incarne ces rapports doit impérativement disparaître, comme disait Marx, l'Etat doit être détruit de fond en comble sous peine que la réaction s'en saisisse pour tenter de renverser la situation en sa faveur, encore une fois, ce que seule une révolution socialiste peut réaliser, le soulèvement révolutionnaire et l'organisation consciente de millions et millions de travailleurs guidés par un parti communiste qui incarne cette politique et ces objectifs.

La bourgeoisie avait commencé à conquérir le pouvoir économique avant de se lancer à l'assaut du pouvoir politique, alors que dans le cas de la classe ouvrière, en dehors de son organisation elle ne possède aucun bastion auquel elle pourrait se raccrocher pour affronter l'offensive de la réaction ou qui pourrait lui faciliter la tâche. Cependant, il pourrait exister un moyen de remédier à ce handicap pour peu que l'on ait des dirigeants à la hauteur de leurs responsabilités.

Je pense à tous ces pans du capitalisme qui sont en train de s'écrouler, à tous ces patrons au bord de la faillite, et qui pour peu qu'on leur présenterait le socialisme sous son vrai visage et non en dogmatique pourrait les intéresser, cela vaut pour des pans de la petite-bourgeoisie ruinés ou en passe de se prolétarianiser, le socialisme ne consistant pas à supprimer des entreprises petites ou moyennes ou des commerces dès lors qu'ils présentent une utilité pour la société.

Ce pourquoi j'enrage souvent pour ne pas dire en permanence, c'est que le socialisme a été diabolisé et personne n'est capable de le défendre, de le diffuser, c'est une honte, c'est scandaleux en vérité. Alors que ce serait si facile de le vendre à tous ceux qui n'ont plus aucun espoir de s'en sortir sous le

régime capitalisme, c'est aberrant, je ne trouve pas les mots pour qualifier le comportement de tous les partis, ils ont littéralement démissionné, c'est peut-être le mot qui convient le mieux.